

FIGURES ET CONFIGURATIONS ETATIQUES

Jacques ANDRÉANI

Les Etats-Unis aujourd'hui

Bernard CUBERTAFOND

Voyages autour du déclin de la France

Sophie HEINRICH-AGOSTINI

*La relation triangulaire entre la Chine, l'Inde et les Etats-Unis
depuis la fin de la Guerre froide*

Valérie PAONE

*L'influence de la Chine en Afrique.
Une alternative au post-colonialisme?*

Gäidz MINASSIAN

« Micro-Etat », « mini-Etat » : essai de classification

LES ETATS-UNIS AUJOURD'HUI

PAR

JACQUES ANDRÉANI (*)

Depuis leur naissance, les Etats-Unis se définissent par un projet, celui de bâtir une société libre dans laquelle chacun aura le maximum de chances de tirer profit de ses capacités. Ce projet se résume par cette phrase de la Déclaration d'indépendance : «*life, liberty and the pursuit of happiness*». L'essentiel est la poursuite, dans un climat de liberté, de la réussite individuelle. Le projet s'adresse à tous, il n'est pas limité aux Anglo-Saxons, aux anglophones ou aux Protestants. Sous ses apparences modestes, il est ambitieux, car il a une portée universelle. Les Américains se sont toujours considérés comme différents et comme supérieurs par rapport aux autres nations. En même temps, ils n'entendaient pas sacrifier le «bonheur» des individus aux ambitions des gouvernants, aussi ont-ils donné des dimensions limitées au pouvoir politique central. Enfin, étant différents, ils préféreraient vivre à l'écart du reste du monde. Donc, en politique intérieure, «*small government*» et, à l'extérieur, isolationnisme.

Depuis la création des Etats-Unis, les événements ont transformé cette orientation primitive. Les Etats-Unis ont connu la puissance, la richesse, l'influence mondiale et les ambitions qui viennent avec elles. Au bout de cette évolution, il ne reste pas grand-chose du «*small government*», ni de l'isolationnisme. Toutefois, il faut se souvenir de cette aversion originelle pour l'étatisme et pour l'activisme international, car on retrouve jusqu'à aujourd'hui des traces de cette modestie originelle. Ces soixante dernières années ont cependant été marquées par trois changements majeurs, les deux premiers plutôt positifs et le troisième très fortement négatif : les deux changements plutôt positifs concernent d'un côté l'économie, avec cependant des retombées sociales redoutables, et de l'autre l'immigration et l'intégration, avec des problèmes difficiles, que la société américaine semble toutefois avoir la capacité d'affronter; quant au changement gravement négatif, il s'est produit dans le domaine de la présence et de l'influence des Etats-Unis dans le monde.

(*) Ambassadeur de France.

L'ECONOMIE

Les Etats-Unis ont réussi le passage de l'économie des produits à l'économie du savoir. Le tournant, qui date des années 1970, s'est traduit par deux mouvements dont les effets s'ajoutent : d'abord, la tertiarisation de l'économie, qui paraissait condamner l'industrie manufacturière; ensuite, l'introduction opportune et efficace, dans l'économie tout entière, y compris dans cette industrie manufacturière menacée, des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces dernières ont fait progresser la productivité et accru les profits des entreprises, engendrant ce qu'on a appelé dans les années 1990 la «nouvelle économie», qui se caractérise par une croissance soutenue avec de fortes créations d'emplois et sans inflation. Le résultat a été tel que les Américains ont cru un instant, sous la présidence Clinton, qu'on arrivait à la fin des cycles économiques et qu'on pouvait espérer une croissance continue sans récession. L'éclatement de la bulle Internet en 2000 a fait justice de cet optimisme excessif, mais il est juste de dire que la correction de 2000-2001 a été considérablement plus douce que les récessions précédentes : la croissance a été négative pendant deux ou trois trimestres seulement et a repris par la suite à un rythme soutenu.

A l'heure actuelle, l'économie est en pleine expansion : deux millions d'emplois ont été créés en 2005 et le chômage est à 4 %. Le prix à payer pour cette croissance a été une accentuation très marquée des inégalités. Le «col bleu» bien rémunéré s'est fait plus rare. Le savoir est devenu le critère essentiel de la réussite : ceux qui le possèdent voient s'ouvrir un avenir de prospérité, les autres demeurent dans la pauvreté. A quoi s'ajoutent les conséquences d'une «gouvernance» entièrement centrée sur les intérêts des actionnaires. Entre 1975 et 2000, le revenu après impôt des 20 % d'Américains les plus riches a augmenté de 115 % et celui des 20 % de salaires les plus bas a baissé de 9 % ; la part du revenu des 20 % les plus riches dans le revenu national est passée de 40 % à 50 % et celle du 1 % d'Américains les plus riches de 9 à 16 %. La proportion entre les salaires des PDG et le salaire moyen des ouvriers, qui était de 93 en 1988, s'est montée à 419 en 1999 : ces disparités entre revenus sont de loin les plus grandes dans le monde.

Après les années d'excédents qui avaient marqué la présidence Clinton, l'Administration Bush est retombée dans le déficit budgétaire, avec de fortes réductions d'impôts et un accroissement des dépenses militaires, qui, après le 11 septembre 2001, sont passées de 3 % à 4 % du PIB. Impasse a été également faite sur le règlement de certains problèmes de fond, dont la solution requerra le moment venu des décisions difficiles, notamment en ce qui concerne le déficit du système de retraites, appelé à s'aggraver mécaniquement pour des raisons démographiques. Le déficit du budget est donc réapparu sous la présente administration, mais reste à des niveaux suppor-

tables. Plus graves sont l'absence d'épargne et la progression continue de l'endettement des ménages. La croissance repose sur l'essor de la consommation, laquelle repose sur l'augmentation des crédits aux particuliers, lesquels crédits reposent sur la richesse des emprunteurs, qui est elle-même à la merci d'un retournement de la bourse ou du marché immobilier. L'édifice est éminemment fragile.

Quant au déficit de la balance des paiements courants, il atteint un niveau préoccupant, à 6 % du PIB. Cependant, les Américains continuent de croire que le privilège du dollar comme monnaie de réserve et monnaie-refuge quasi unique n'est pas près de disparaître. A long terme, l'avenir de l'économie des Etats-Unis risque d'être obéré par les changements démographiques : si la composition par âge de la population avait peu changé jusqu'en 2000, elle va changer maintenant, avec une explosion du nombre de personnes âgées, d'autant que le taux de fécondité a tendance à baisser régulièrement depuis les années soixante.

L'IMMIGRATION ET L'INTÉGRATION

On est passé d'une immigration à dominance européenne à une immigration majoritairement asiatique et latino-américaine. Ayant supprimé en 1965 le régime des quotas d'origine institué par l'Amérique conservatrice, malthusienne, puritaine et protectionniste des années 1920, les Etats-Unis ont établi des règles qui ont permis de remonter le courant d'immigration à un niveau égal aux maxima atteints au début du XX^e siècle et de réorienter les flux. Actuellement, 11 % de la population sont nés à l'étranger. Alors que, dans les années soixante, il y avait encore 34 % d'Européens parmi les immigrants, dans la décennie suivante, la proportion était tombée à 18 % et à 11 % dans les années 1980. La proportion des Hispaniques dans la population américaine, de 7 % en 1980, est passée à 12,5 % en 2000. Comme à toutes les époques dans lesquelles s'est produit un accroissement de l'immigration ou une modification de sa composition, des interrogations se font entendre sur l'avenir de la nation américaine : si on croit les projections, qui disent qu'en 2060 la population des Etats-Unis comprendra moins de 50 % de «Blancs», que va devenir le peuple américain ?

A cette interrogation, on peut faire trois réponses. La première consiste à dire : «et alors ?» Quel mal y aurait-il à ce que la population des Etats-Unis ne soit plus en majorité «blanche» ? On peut même estimer qu'une Amérique habitée par davantage de Noirs, d'Asiatiques, de Sud-Américains ou de Mexicains serait plus vivante, plus gaie, plus inventive, plus ouverte sur le monde extérieur. La deuxième réponse, c'est de constater que, en dépit de tout ce qui est dit, le *melting-pot* fonctionne toujours, de façon différente certes, en tenant compte de la diversité des origines, mais avec efficacité : le désir de devenir une partie du peuple américain n'est pas

effacé par la conscience des différences culturelles. Que la Californie, le Texas et la Floride soient des Etats quelque peu bilingues n'ôte rien au fait que les Américains d'origine mexicaine ou cubaine savent pertinemment que l'avenir de leurs enfants dépend de leur maîtrise de l'anglais. Enfin, jusqu'à présent, les «Blancs» anglo-saxons protestants (WASP), même lorsqu'ils se plaignaient des nouvelles vagues d'immigration, se sont toujours arrangés pour conserver l'essentiel du pouvoir, notamment en passant les alliances nécessaires avec, par exemple, les Catholiques et les Juifs. Et avec demain, sans doute, des Chinois ou des Japonais.

Il est vrai que, depuis 2001, l'état d'esprit *a priori* favorable à l'immigration, traditionnel aux Etats-Unis, est affecté par les problèmes de sécurité : il y a un courant anti-immigration plus fort, qui divise les milieux politiques, notamment le Parti républicain, au sein duquel le président Bush s'oppose sur cette question à une partie des membres du Congrès. Cela étant, on peut être sûr que les Etats-Unis ne cesseront jamais d'être une nation d'immigrés. Cela fait partie de leur essence même.

LA RELATION ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE RESTE DU MONDE

Si on revient au schéma initial de la première génération de citoyens des Etats-Unis, peu désireux de bâtir de grandes structures gouvernementales et d'interagir avec le monde extérieur, on peut se demander comment les Américains ont dit adieu au «*small government*» et à l'isolationnisme.

Au long des XIX^e et XX^e siècles, sans nourrir pour autant un dessein impérial clair, ils sont passés graduellement à une implication forte dans les affaires du monde. Ils ont d'abord étendu leur influence aux régions avoisinantes – Amérique centrale, Pacifique. Ils ont aussi recherché des marchés plus lointains. Ils sont entrés dans la Première Guerre mondiale parce qu'ils considéraient la liberté des mers comme un intérêt vital. A ce point, leur conviction d'être toujours guidés par des principes moraux les a fait basculer un instant vers le messianisme wilsonien. La tentation isolationniste a ensuite repris le dessus un certain temps, mais les Etats-Unis étaient devenus un acteur important sur la scène mondiale. D'une guerre à l'autre, de la crise mondiale au *New Deal*, de l'organisation de la gigantesque coalition qui a libéré l'Europe à la direction de l'alliance destinée à faire face à l'URSS, l'Etat américain s'est trouvé à la tête d'un immense appareil politique, diplomatique et militaire, étendant son ombre portée sur toutes les régions de la planète.

A cause de leur rôle dans la Guerre froide, les Etats-Unis ont conservé une force militaire dotée d'une supériorité écrasante. Cet établissement militaire puissant a eu son corollaire dans l'industrie, où il a été servi par des

centaines de milliers d'emplois, et dans l'établissement politique, où les *think tanks* ont abrité les réflexions et les débats des spécialistes de la «sécurité nationale». Le gouvernement américain est alors devenu partie prenante et souvent arbitre dans la plupart des conflits de la planète. A l'heure actuelle, sans avoir à redouter d'ennemi de sa taille, l'Amérique dépense pour ses forces armées plus que tous les autres pays développés pris ensemble.

Lorsque les dirigeants des Etats-Unis veulent convaincre les citoyens que leur pays doit exercer un *leadership* mondial et y consacrer des ressources et des efforts, ils invoquent des principes moraux. En 1917, on invoquait le combat pour la démocratie; il en fut de même en 1941. La Guerre froide fut menée au nom de «la défense du monde libre»; à l'heure actuelle, c'est «la guerre contre la terreur». Il y a un entraînement dans le messianisme : quand une croisade est lancée, il n'est pas toujours facile de l'arrêter. Depuis que les Etats-Unis sont devenus l'unique puissance mondiale, leur politique a varié. Aujourd'hui, comme l'a montré la dernière élection, les politiciens sont divisés. Il est cependant important de se souvenir qu'il existe un socle commun sur lequel les deux partis dominants sont plus ou moins d'accord : l'idée qu'il faut, après la Guerre froide, recréer des règles nouvelles de la vie internationale. C'est le «*nouvel ordre mondial*», que George Bush père a une fois appelé de ses vœux, mais qu'il n'a pas défini.

Un autre article de foi est que les Etats-Unis doivent jouer un rôle-clef dans ce nouvel ordre. Ils sont, disait Madeleine Albright, Secrétaire d'Etat du président Clinton, «*la nation indispensable*». C'est aussi que la démocratie est une valeur que les Etats-Unis doivent défendre et dont ils doivent favoriser l'expansion. C'est enfin qu'un rôle particulier doit être joué dans le monde par les nations démocratiques : celles-ci sont par nature pacifiques et donc la paix sera mieux assurée si la sphère de la démocratie s'étend. L'Amérique doit former une sorte de groupement des pays démocratiques. L'OTAN doit jouer un rôle prééminent dans l'organisation de l'espace européen, notamment dans la transformation démocratique des pays anciennement communistes. Elle pourrait aussi se voir confier un rôle dans la gestion des crises et le maintien de la paix. Tel est le socle commun auquel pourraient souscrire les uns comme les autres Clinton et Bush père et fils.

Les alliés européens des Etats-Unis trouvent quant à eux que «*la nation indispensable*» pourrait avoir intérêt à travailler davantage avec l'Europe et laisser un plus grand rôle aux organisations internationales. Ils pensent aussi que, sous prétexte de favoriser l'alliance des démocraties, il ne faut pas négliger les intérêts et, plus encore, les sentiments des pays en développement. Là où commencent les difficultés, tant entre les Américains eux-mêmes qu'entre eux et les Européens, c'est sur la question de savoir comment on résout les conflits avec les pays non démocratiques et quelles méthodes on emploie pour étendre la sphère de la démocratie : la

prédication? la négociation? la contrainte? Ces deux questions débouchent toutes deux sur une troisième, qui est celle de l'usage de la force : doit-il être un ultime recours? peut-il être préventif? comment considérer ceux qui contrarient les intérêts américains ou qui s'opposent frontalement à eux? doit-on chercher à diviser les adversaires, ou les contraindre à choisir? doit-on dire à chacun «quels sont vos griefs particuliers et voyons si on peut en tenir compte?» ou faut-il dire à tous «qui n'est pas avec moi est contre moi?» La réponse est fonction du rôle que l'Amérique doit jouer dans le monde : la politique étrangère de Washington est-elle déterminée par des préoccupations idéologiques et morales ou doit-elle être principalement dictée par l'appréciation des intérêts matériels et politiques de la nation américaine?

C'est à propos de ces dilemmes que George W. Bush, sous l'influence des néo-conservateurs, a pris des positions tranchées, s'agissant en particulier des problèmes du Moyen-Orient. Il a largement préféré l'approche idéologique et morale à une conduite fondée sur la recherche d'un équilibre des intérêts. Il a cru que le renversement d'un régime hideux comme celui de Saddam Hussein conduirait facilement à l'instauration d'une démocratie en Iraq et à une contagion démocratique dans la région. Il a fait entre ce régime et les terroristes d'Al Qaïda un amalgame infondé au départ, même s'il a fini par devenir réel en raison même de l'attaque américaine.

Parvenu à un point où Bush lui-même, après avoir renvoyé son ministre de la Défense, reconnaît plus ou moins son échec, où ses adversaires politiques dénoncent le fiasco de sa politique en Iraq sans être capables de proposer un cours alternatif crédible et où ce sont les amis politiques du Président – ou de son père en tout cas – qui cherchent le moyen d'infléchir sa politique, où le recours suggéré à une négociation avec l'Iran et la Syrie ouvre à ces deux pays la tentation d'un chantage qui pourrait être coûteux pour l'Amérique et ses alliés – sans parler du Liban – George W. Bush fait face à une situation qu'on est tenté de considérer comme ne présentant aucune issue. On en revient alors à la situation politique intérieure.

RETOUR A LA POLITIQUE INTÉRIEURE AMÉRICAINE

Pourquoi les Républicains ont-ils perdu les élections de mi-mandat? Bush avait un point fort, le succès de l'économie, et un point faible, de taille, l'échec de l'aventure en Iraq, pour laquelle il ne pouvait pas rejeter sa responsabilité, puisque la guerre avait été sa décision personnelle. Ayant gagné en 2002 et en 2004 sur le thème de la sécurité, en jouant sur les craintes et sur le patriotisme, il a cru qu'il fallait à nouveau mettre ce sujet au centre, sans voir que les échecs subis en Iraq avaient provoqué un retournement irrémédiable de l'opinion. Les désastres iraqiens ont fait oublier la bonne santé de l'économie. A cela s'est ajouté un autre point faible : des compor-

tements blâmables tant sur le plan de l'honnêteté financière que sur celui de la morale personnelle de la part de personnalités politiques républicaines, le dernier scandale, peu de temps avant l'élection, étant provoqué par les tentatives de séduction d'un représentant républicain, M. Foley, envers des jeunes garçons stagiaires du Congrès. Ainsi, le Parti républicain était perdant sur ses deux thèmes favoris, la morale et la sécurité.

La présence d'une majorité démocrate au Congrès face à un Président républicain n'est nullement une situation inédite : c'est une configuration qui s'est présentée à de nombreuses reprises dans le passé. Eisenhower, Président républicain, a travaillé pendant la majeure partie de ses deux mandats avec un Congrès démocrate. La défaite des Démocrates aux élections de mi-mandat en 1994 a été tout aussi humiliante pour Clinton que celle que Bush vient de subir. La situation ainsi créée n'a rien à voir avec la cohabitation française, dans laquelle le pouvoir exécutif est divisé entre deux têtes, dont les attributions respectives ne sont pas clairement réparties par la Constitution. Au contraire, la Constitution américaine organise la séparation des pouvoirs de manière telle que, entre deux sources de pouvoir antagonistes, il peut s'établir un mélange malaisé certes, mais vivable, de confrontation et de collaboration.

Si nette que soit la défaite de Bush, il serait imprudent d'en tirer trop de conclusions. Bien entendu, l'élection qui vient d'avoir lieu encourage les Démocrates, mais elle ne préfigure pas automatiquement leur succès en 2008. Ils ont gagné, en particulier, sur la critique de la politique étrangère actuelle, mais peut-on dire qu'ils sont d'accord entre eux sur une politique alternative ? En regardant les choses de plus haut, la question est de savoir si nous assistons au renversement d'une tendance qui a dominé l'évolution des Etats-Unis pendant les trente dernières années. Au-delà des alternances à court terme entre les deux partis, cette période a été marquée par l'établissement d'une hégémonie politique et intellectuelle de la droite. Une évolution qui va de pair avec la défaite historique du communisme, la revigoration du capitalisme à l'échelle planétaire, la victoire du néo-libéralisme friedmanien sur le keynésianisme, l'effondrement du syndicalisme ouvrier, la relative paupérisation des classes moyennes, l'accentuation des inégalités sociales.

Entre la fin de la guerre et les années 1970, le ton était donné par les héritiers du *New Deal*, qu'ils soient d'ailleurs républicains ou démocrates. A partir des années 1970, la pensée conservatrice s'est affermie et s'est largement imposée. La venue au pouvoir des néo-conservateurs dans l'entourage de Bush fait évidemment partie de ce contexte. A cela se rattache également l'irruption des thèmes religieux dans la sphère électorale et politique. Les questions personnelles et morales ont joué un rôle important dans les campagnes. Le ton a été donné par la droite et les modérés se sont trouvés en position de faiblesse. Les fondamentalistes chrétiens, surtout

protestants, en particulier évangélistes, ont baptisé « guerre culturelle » les attaques contre le multiculturalisme, le féminisme, les excès supposés du « politiquement correct » et les positions libertaires en matière de mœurs, sur le chapitre de l'avortement ou sur celui des droits des homosexuels.

Cette « guerre culturelle » était destinée à nourrir une guerre politique. C'est un fait que, dans les dernières décennies, l'opposition entre les deux partis a gagné en virulence. L'aile modérée du Parti républicain et l'aile conservatrice du Parti démocrate, qui assuraient jadis la possibilité de former des consensus centristes et d'atténuer les difficultés récurrentes nées des périodes de « cohabitation », ont à peu près complètement disparu. Ce phénomène complique la vie politique et ne conforte pas la considération des citoyens pour les parlementaires, auxquels on reproche souvent leur esprit partisan.

Si on revient aux événements les plus récents, l'évidence de l'impasse en Iraq et la défaite électorale des Républicains, qui en est la conséquence, apparaissent dominants. Il est certain que le catastrophique échec d'une politique extérieure fondée sur le credo néo-conservateur aura des effets de grande portée. Entraînera-t-il un nouveau retournement de toute l'orientation de l'esprit public ? Un tel retournement ne peut se produire sous le seul effet de l'affaire iraquienne. Il ne pourrait survenir qu'à la suite d'un mouvement de l'opinion dans l'un de deux domaines ou dans les deux : soit une forte demande de limitation des excès du système économique du point de vue éthique – les scandales, la corruption – et social – les ahurissantes disparités entre les rémunérations des hauts dirigeants des entreprises et le niveau de vie moyen des salariés, l'abus de la pratique des *stock-options* ; soit la demande forte d'une politique de protection de l'environnement au niveau fédéral.

Il serait hasardeux de parier sur une revendication énergique de l'opinion publique en ce qui concerne la gouvernance des entreprises et la correction des inégalités. Quels que soient les excès du capitalisme, la croyance dans la liberté économique est loin d'être atteinte aux Etats-Unis. En revanche, sur le second point, celui qui concerne l'environnement, on peut prévoir une forte mise en cause dans l'opinion de la négligence actuellement manifestée par les autorités fédérales. En ce cas, Al Gore, jadis vice-Président et candidat contre George W. Bush lors de la première élection de ce dernier, pourrait avoir un avenir national – mais ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres.